

Au Venezuela, viva la corrupción !

LE MONDE | 01.01.07 | 16h34 • Mis à jour le 01.01.07 | 16h34
CARACAS ENVOYÉ SPÉCIAL

vant l'heure du "check-out", les hôtes se pressent à la réception de l'Hôtel Caracas Hilton, quartier général des sympathisants du président Hugo Chavez. L'employé, Sergio, compte des liasses de billets tellement grosses qu'elles tiennent à peine dans une main. Des invités viennent de payer leur note en cash.

Au Venezuela, beaucoup d'argent circule ainsi, en liquide. De nombreux bénéficiaires des programmes sociaux créés par le président Chavez reçoivent leurs subsides en argent frais. Depuis que le prix du baril de brut s'est envolé, le chef de l'Etat lui-même n'a-t-il pas pris l'habitude de voyager à l'étranger avec ses valises de pétrodollars ?

A Caracas, l'économie informelle ne désigne plus seulement les occupations précaires qui permettent à la moitié de la population active d'échapper au chômage. Depuis quatre ans, M. Chavez a multiplié les budgets parallèles qui "siphonnent" une bonne partie des revenus de l'entreprise publique Petroleos de Venezuela (PDVSA) et des réserves de la Banque centrale.

Ainsi, "le Fonden Fonds de développement national est un objet financier non identifié, un OFNI, une grosse tirelire dont l'usage dépend exclusivement du président de la République et du ministre des finances", note un diplomate en poste à Caracas. Alors que le budget de l'Etat s'élève à 60 milliards de dollars, le Fonden et autres fonds similaires disposent de 22 milliards de dollars, confirme le ministre des finances, Nelson Merentes.

"Le Fonden n'a pas de règles connues ni l'obligation de publier ses entrées et ses dépenses, souligne l'économiste Fernando Vivancos. Cela éveille les soupçons de corruption." Cet avis est partagé par des partisans de M. Chavez. *"Un organisme comme le Fonden stimule la corruption"*, convient Eleazar Diaz Rangel, directeur du quotidien *Ultimas Noticias*, dont les éditoriaux soutiennent le président de la République.

Depuis l'arrivée de M. Chavez au pouvoir, les statistiques officielles et les comptes publics sont dans le brouillard, tandis que les indicateurs de corruption explosent. *"Le Venezuela se trouvait parmi les pays les plus corrompus d'Amérique latine, au même titre que le Paraguay, le Nicaragua ou le Panama, rappelle Mercedes de Freitas, directrice de l'organisation non gouvernementale Transparencia Venezuela. Désormais, le baromètre de la corruption de Transparency International le situe au sommet du classement régional, juste après Haïti."*

"La corruption atteint des niveaux sans précédent", renchérit l'ancien parlementaire Felipe Mujica, dirigeant du Mouvement pour le socialisme (MAS, social-démocrate), qui appuya la première élection de M. Chavez, en 1998. "L'affairisme généralisé et l'enrichissement des fonctionnaires a suscité une nouvelle élite chaviste, ajoute-t-il. La corruption découle de la façon de gouverner de Chavez. L'exécution du budget et l'administration ne sont plus contrôlées. Il dispose de manière discrétionnaire des ressources de PDVSA, dont il a fait sa caisse noire. Les réserves de la Banque centrale ont été arbitrairement plafonnées à 30

milliards de dollars, l'excédent de 7 à 10 milliards de dollars étant mis à la disposition du président de la République."

La dépense publique bat des records. *"Les lois du marché sont déterminées par la présidence de la République*, ironise Argenis Martinez, vice-président du quotidien *El Nacional*, fleuron de la presse vénézuélienne. *Ici, toutes les fortunes ont leur source dans la rente pétrolière. Les nouveaux riches sont en train de racheter les somptueuses résidences du Country Club. Les importations de voitures BMW et d'autres produits de luxe s'envolent."*

Cela ne date pas d'aujourd'hui. *"La corruption était un mal endémique avant Chavez*, reconnaît le social-démocrate Teodoro Petkoff, ancien guérillero et ex-ministre, directeur du quotidien d'opposition *Tal Cual*. *Le Venezuela est un pétro-Etat, à l'image du Nigeria ou de l'Arabie saoudite. Mais Chavez a doublé le nombre de ministères, qui se superposent souvent, et multiplié les organismes publics, hors de tout contrôle. Le budget des programmes sociaux est opaque et leur usage est clientéliste."*

La corruption touche tous les échelons de l'Etat et tous les secteurs de la société. Obtenir un passeport ou une carte d'identité en 24 heures, au lieu de patienter, coûte 600 000 bolivars (240 euros). Les commissions et les dessous-de-table, que les Vénézuéliens appellent pudiquement *"sobreprecio"* (surcoût), sont montés à 30 %. Un pourcentage confirmé par des hommes d'affaires, que le président de l'organisation patronale Fedecamaras, José Luis Betancourt, *"ne peut pas nier"*. *"L'absence d'indépendance de la justice et l'impunité constituent un terrain fertile pour l'augmentation de la corruption"*, précise-t-il.

"La corruption n'est pas un trait congénital des Vénézuéliens, plaide Mercedes de Freitas, à l'antenne de Transparency International à Caracas. *Le problème est la faiblesse des institutions. Nous coopérons en matière de prévention avec des municipalités de toutes tendances politiques, mais au-delà les portes sont fermées. A peine 15 % des contrats publics sont officiellement enregistrés. Parmi eux, 95 % se font sans appel d'offres, sous prétexte d'urgence. Les possibilités de concussion sont démultipliées."*

La dérive touche de plein fouet le géant pétrolier PDVSA. Pour la première fois depuis la nationalisation du pétrole en 1976, l'entreprise publique ne publie plus ses résultats ni ses bulletins mensuels, trimestriels et annuels. Le ministre de l'énergie, Rafael Ramirez, un "chaviste" exalté, cumule désormais le titre de PDG de PDVSA, qui a perdu ainsi toute autonomie.

Selon la Banque centrale, les transferts d'argent que PDVSA a déclaré lui avoir versés en 2004 et 2005 ne correspondent pas aux sommes qu'elle a effectivement perçues. La différence se monte à plusieurs milliards de dollars. A Caracas, on désigne cela d'un autre terme pudique : *"évaporation"*. En outre, PDVSA recourt souvent, pour l'export, à des intermédiaires, qui touchent des commissions fabuleuses. L'absence de précisions sur la destination des exportations permet de tricher sur le coût du transport. Ancien directeur de planification de PDVSA, Luis Pacheco appelle tout cela *"une fête avec la lumière éteinte et la musique à plein volume"*.

Le contrôle des changes est une source de manipulations financières. *"Avec un dollar officiel à 2 150 bolivars, alors qu'il s'échange au marché noir à 3 400, il est impossible*

d'éviter la corruption, assure Pedro Palma, ancien président de la Chambre de commerce américano-vénézuélienne. *La tentation est irrésistible, des fortunes voient le jour.*"

Du côté gouvernemental, les réponses varient. *"La corruption continue d'exister"*, admet le ministre des finances Merentes, qui invoque néanmoins le contrôle parlementaire et la *contraloria* (audit de l'Etat). *"La corruption remonte à Christophe Colomb"*, répond le vice-président José Vicente Rangel, principal collaborateur de M. Chavez. *"La corruption n'a jamais été aussi réduite qu'aujourd'hui"*, jure-t-il.

M. Rangel conteste les pourcentages avancés de 95 % de contrats sans appels d'offres ou de 30 % de *"sobreprecio"*. Il y voit des *"feux d'artifice des opposants"*, qui seraient eux-mêmes compromis dans des malversations. *"Comment le candidat présidentiel de l'opposition, Manuel Rosales, gouverneur de l'Etat du Zulia, ancien instituteur, s'est-il enrichi ?"*, demande-t-il. *Pourquoi ne parle-t-on pas de la corruption du secteur privé ? Il y a beaucoup d'hypocrisie dans les dénonciations irresponsables de la presse."*

Le gouvernement Chavez a toujours eu des relations tendues avec les médias. Selon le code pénal, *"porter atteinte à la réputation des fonctionnaires"* est passible de trois ans de prison. En mars 2006, la journaliste Ibeyise Pacheco a été condamnée à neuf mois de détention pour diffamation à l'égard d'un colonel. En revanche, on attend toujours une condamnation pour corruption depuis que M. Chavez s'est fait élire sur la promesse de combattre ce fléau.

Paulo A. Paranagua

Article paru dans l'édition du 02.01.07